

Images d'illusionnistes du Venezuela — Une manifestation renouvelée du *pat* global Kai Ehlers

Une image irritante prend actuellement naissance devant les yeux de l'opinion publique mondiale : Au Venezuela, beaucoup de gens, sur la base de leur richesse en gisements pétroliers qui subsiste encore dans le souvenir comme une société qui pourrait se partager ce cadeau de bien-être dans la population, sont tombés dans une misère crasse. Meurtre, pillage, assassinat, faim et terreur d'état contre l'opposition, déterminant leur quotidien. Une guerre civile qui couve depuis longtemps déjà et menace d'éclater ouvertement.

Le pays a besoin d'aide ; elle arrive en ce moment et même de tous côtés, — il est vrai sous des formes extrêmement contestables et qui nécessitent une correction fondamentale.

Lignes de front

Les uns pensent que l'effondrement du pays serait à attribuer à une incapacité des illusions socialistes, qu'a attisées Hugo Chavez et qu'a reprises son successeur Nicolás Maduro,. Ils voient que le temps est venu de donner le coup de grâce aux restes des utopies socialistes.

Les autres expliquent que l'effondrement serait le produit de l'impérialisme américain, qui étrangle les états les plus faibles, et parmi ceux-là avant tous les autres, Maduro lui-même. Plus d'un parlent d'une continuation de la Guerre froide, de « contre-révolution » et de prolongement du combat contre « le »socialisme.

Mais tout est-il ceci? Un bref coup d'œil sur les lignes de front parmi les acolytes peut servir à s'approcher d'une réponse à ces questions :

- Sont présentes en premier les lignes de front dans le pays lui-même. Mais est-ce que pour autant des socialistes y combattent contre les droites ? Non, les affectations ne sont pas aussi nettement, possibles. Ce qui était clair, c'était la revendication socialiste d'Hugo Chavez. Mais qu'est-il advenu de cette revendication chez le successeur de Chavez, Nicolás Maduro qui veut à présent résister de force contre la majorité de la population ? Est-ce encore du socialisme ou bien n'est-ce là encore qu'une oligarchie ayant revêtu des habits des socialistes ? On peut objecter contre le provocateur Juan Guaidó, qui s'est déclaré contre-président, qu'il est une marionnette des USA, mais on ne peut pas nier que son opposition prend naissance et grandit de la détresse effective du peuple, s'il n'arrive aucune aide efficace.
- Puis ce sont les USA, qui depuis longtemps œuvrent à un changement de régime au Venezuela et avec l'aggravation actuelle du conflit dans le pays, virent arriver l'occasion d'inviter Guaidó à se proclamer contre-président. Ainsi Donald Trump put-il le reconnaître par retour du courrier. Aux USA, le Canada emboîta le pas, ainsi que les états non socialistes de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.
- Puis ce sont l'Union européenne et quelques états isolés comme la France, l'Espagne et l'Allemagne qui requièrent de Maduro, à l'instar d'un ultimatum, de nouvelles élections, autrement ils reconnaîtraient Guaidó nouveau président, nonobstant sans légitimation électorale.
- Puis se sont finalement les amis du Venezuela de l'autre camp — Russie, Chine, Turquie, Iran, en outre Cuba, Nicaragua et Bolivie qui se font fort de défendre la souveraineté du Venezuela.

Qu'est-ce qui relie et qu'est-ce qui sépare les acteurs ?

Les USA et ceux qui les suivent exigent la démocratie. Au nom de la démocratisation, ils tiennent pour justifier de laisser de côté la souveraineté du pays, en reconnaissant Guaidó comme président avant toute élection éventuelle, tandis qu'ils examinent hautement avec soin une invasion et exercent une pression économique. Mais cela ne signifie rien d'autre que de pousser de côté la souveraineté comme aussi la démocratie.

Les Européens complètent ce jeu par des ultimatums, avec lesquels ils veulent contraindre des élections anticipés. Le gouvernement allemand, dans la personne de Heiko Maas se justifie à l'occasion encore avec l'argument qu'une telle manière de procéder n'est sinon pas de sa façon à lui, mais que des « conditions spéciales »se présenteraient ici.

Le front russo-chinois veut la souveraineté du Venezuela, il veut savoir le droit des peuples garanti, mais s'accommode pour cela — sans s'en justifier — de l'oppression de l'opposition du pays. À la remorque de la Russie et de la Chine suivent la Turquie et l'Iran. Cuba, Nicaragua et Bolivie se rattachent à ce front à partir de raisons qui proviennent d'une vieille alliance socialiste.

Avec tout cela il est clair dans le même temps que les uns comme les autres — en tout cas les grands blocs de puissance — veulent percevoir des intérêts économiques exposés avec leurs positions — les USA avec un coup d'œil sur des révisions possibles de la nationalisation de l'industrie pétrolière entreprise par Chavez en son temps ; Russes et chinois,

avec un regard sur les crédits qu'ils ont prolongés au Venezuela sous Chavez et Maduro et qui seraient encore à acquitter par des livraisons de pétrole ; les intérêts de l'UE, et tout particulièrement de l'Allemagne, se trouvent moins ouvertement désignés, mais comme cela est bien connu, ils se trouvent dans une diversification des sources de pétrole, avec lesquelles ils seraient capables de réduire leur dépendance de la Russie et de la Mésopotamie.

Où donc s'accordent ici encore les critères ?

Si l'on examine les lignes de front, c'est à peine si elles s'accordent les unes aux autres. Commençons donc par l'Ouest. L'Ouest a-t-il donc une stratégie homogène ? Non, il n'en a nettement pas. « *Make America great again* » cela signifie dans l'intervalle publiquement : retraite des USA de la Syrie, et même de l'OTAN, re-concentration sur son « arrière-cour » en Amérique du Sud, avec maintien de sa puissance militaire mondiale comme ancrage ultime de sa dominance. Une stratégie — qui serait encore comparable à celle du plan élaboré sous George W. Bush du « *new american century* » cela n'existe plus. Il ne s'agit encore que d'une assurance de sa propre consolidation — ce que l'on pourrait bien désigner aussi comme une stratégie, bien sûr, mais que l'on ne doit pas absolument faire. Les états de l'UE ne sont pas des parties constitutivement actives de cette stratégie, au contraire, ils en sont plutôt déjà les victimes, dans la mesure où ils vont perdre la prétendue protection des USA. Quant à savoir s'ils pourront en retirer des avantages à l'avenir s'ils se subordonnent à la dominance-US, comme à présent ils le font de nouveau, cela se révèlera.

Et qu'en est-il de la Russie, de la Chine, de la Turquie et de l'Iran ? Vladimir Poutine défend la ligne de l'ordre actuelle des Nations Unies, qu'actuellement ces nations veulent garantir dans leur propre intérêt avant l'effondrement. Mais existe-t-il par dessus le marché des choses commune entre ces partenaires inégaux ? Non, il n'en existe pas, sauf seulement dans la mesure où cet ordre sert aussi les intérêts de ces partenaires et le maintien d'une paix précaire. Au plan économique, la Russie se trouve sur la voie de franchissement derrière les USA et au plan général derrière l'Occident, sans pouvoir dépasser effectivement. La Chine, si l'on en reste à cette image, presse à l'arrière de la Russie sur la même voie de franchissement afin de pouvoir enfin la dépasser. La Turquie et l'Iran suivent encore loin derrière, largement courbatus, sans perspective là-dessus de conclure bientôt. Quant aux plus petits acteurs, encore à bonne distance derrière, on n'en parlera même pas ici.

Mais toutes les puissances qui mènent, tout comme leurs suiveuses, parlent d'une manière ou d'une autre de « démocratie », de politique intérieure comme aussi de relations internationales — mais veulent dire à chaque fois quelque chose de parfaitement différent. Ce fait, rien qu'à lui seul, serait particulièrement nouveau. Après la première Guerre mondiale le nouvel ordre mondial fut constitué comme l'ordre des états nationaux indépendants. Au plus tard depuis ce temps-là, les contradictions oscillent entre la parole et l'acte, à savoir, donc, qu'on bavasse sur la démocratie et la souveraineté mais qu'on pratique une économie et une politique de force à tous les niveaux de la politique internationale, si l'on ne veut pas principalement même remonter plus loin dans l'histoire. Le mensonge est politique, cela veut dire, plus élégamment, la diplomatie. C'est le standard.

Mais entre temps, il s'agit bien plus que de cela. Dans cette image d'illusionnistes actuellement à l'œuvre et qui ressort autour des événements qui se passent tout autour du Venezuela, en y regardant de plus près, il y a quelque chose de nettement reconnaissable : l'état de détresse stratégique absolue de l'ordre politique actuel sous le signe avant coureur de la dissolution de l'époque américaine, de la dissolution de cette époque-là qu'elle fut fondée, voici cent ans, avec la déclaration de souveraineté des états nationaux [sur les 14 points Wilson, voir Markus Osterrieder : *Le monde en révolution, ndt*] au lendemain de la première Guerre mondiale. Fait défaut aux acteurs politiques actuels toute représentation de la manière dont un monde qui se développe en empiétant allègrement les limites des monopoles d'état, continue de s'étendre au-delà de ce qui en a survécu, à savoir de ce que pût avoir l'air une organisation étatique nationale de la vie encore valide — lorsqu'elle n'est plus maintenue ensemble dans une police du monde.

Bien entendu, il s'agit de type de l'état national unitaire provenant du siècle dernier qui se trouve sous la revendication de centraliser l'ensemble des domaines de la vie d'une société sous un monopole économiquement dominé par le pouvoir étatique. C'est une revendication qui ne correspond plus depuis longtemps aux réalités concrètes d'une économie mondiale, mais qui constitue toujours la forme de droit, et aussi celle juridique des peuples, derrière laquelle se dissimulent les circonstances effectives.

Le franchissement sans égard de cette forme se produit au Venezuela actuellement devant les yeux du monde entier. Les défenseurs de Guaidò, à savoir la démocratie mais avec « une invasion humanitaire » et aussi des ultimatums qui veulent contraindre n'en forme à l'occasion qu'un aspect. L'autre aspect se révèle dans la défense de ces bienveillantes défenseuses de souveraineté que sont la Chine, la Russie et massivement aussi la Turquie, desquelles le Venezuela est dépendant et du soutien desquelles il en vient de plus en plus à dépendre.

Sous de telles conditions, il ne reste plus beaucoup d'espace de jeu d'une action souveraine et de développement de la démocratie à l'intérieur même du pays.

Un pat précaire

Se révèle donc ici au Venezuela ce qui s'est révélé ces dernières années en Ukraine déjà et ce qui a surgi après en Syrie encore : à savoir dans les tenailles entre la défense prétendue de la « démocratie » d'une part, et la défense de la

« souveraineté » d'autre part, fut effectivement écrasée l'autodétermination des deux pays, concrètement à savoir les êtres humains qui y vivent. La même chose se répète maintenant dans le cas du Venezuela. Une résolution de ce nœud n'est pas à prévoir dans la situation des relations internationales, dans le meilleur des cas sinon une autre consolidation du pat global qui domine actuellement dans lequel les puissances principales se font face, sans pouvoir forcer de décisions.

Cette évolution en appelle à grands cris à de nouvelles formes d'organisation de la vie entre des peuples et des états qui aspirent à sortir des chaînes qu'ont posées des organisations mondiales conçues comme des rassemblements d'états nationaux unitaires. L'appel désespéré du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres de prendre en compte la souveraineté du Venezuela, fait reconnaître dans une clarté douloureuse une telle nécessité.

Ce qui est à employer c'est de faire naître une idée d'organisation, d'en « haut » comme d'en « bas », qui porte le réel développement des modes économiques et de vie de l'économie globalisée sous une forme juridique associative qui encourage et contrôle des structures de production, répartition et consommation reliées en retour sur la base des endroits de vie locaux et régionaux, comme elle porte le local dans le global. Ceci réduirait les états, ou pour mieux le dire : les concentreraient sur leurs tâches réelles, comme des associations de droit de la vie réelle du lieu et les renvoieraient— comme aussi à la communauté empiétant sur de tels états — au rôle d'auxiliaires juridiques de développement pour une nouvelle structure de la vie ensemble.

Ce serait là l'aide qui serait à employer. Ainsi la concurrence des monopoles d'états nationaux autour des ressources et des zones d'influence, comme elle se concentre actuellement de nouveau sur le Venezuela, pourrait être abandonnée à l'histoire. Au lieu de cela, la responsabilité propre et le bien-être des êtres humains pourraient se voir facilités dans des contextes associatifs coopératifs dépassant les prérogatives des états.

Il est clair qu'une telle évolution n'est pas à sortir par magie, d'un chapeau de prestidigitateur, pas plus des chapeaux locaux que de ceux supra-ordonnés des institutions mondiales créées à l'image des états. Mais il est aussi clair que c'est le moment pour une telle évolution. Cela se laisse reconnaître dans la naissance de cette image d'illusionnistes sur ce qui survient de neuf au Venezuela. Cela vaut indépendamment du fait de savoir si devant Maduro ou devant Guaidò — dit concrètement : les êtres humains du Venezuela devront se courber à terre en cédant à présent encore à la pression extérieure.

Sozialimpulse1/2019.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Kai Ehlers, né en 1944, a étudié l'histoire, le journalisme et les arts théâtraux. Par l'APO et la nouvelle gauche [*die neue Linke*], son chemin le mena au début des années 80 dans l'URSS en crise. Le centre de gravité de son activité comme journaliste, éditorialiste et écrivain, chercheur et organisateur, repose depuis sur les changements dans l'espace post-soviétique et leurs répercussions locales et globales. À cette occasion son attention s'oriente sur l'élaboration d'alternatives pour la finance globale, les crises du système et de la culture.

Internet : www.kai-ehlers.de